

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

*Documents officiels*

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES  
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION  
(Quatrième Commission)  
20e séance  
tenue le  
vendredi 22 novembre 1996  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 20e SÉANCE

Président : M. KITTIKHOUN (République démocratique populaire lao)

SOMMAIRE

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES  
POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (suite)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE  
L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS  
SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES (suite)

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE  
L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.4/51/SR.20  
17 janvier 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 05.

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (suite) (A/51/13, A/51/369, A/51/370, A/51/371, A/51/439, A/51/476, A/51/495, A/51/509, A/51/915-S/1996/235)

1. M. AL-OTAIBI (Koweït) met en relief l'importance des services que fournit l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en particulier dans des domaines comme les soins de santé, l'éducation et les secours humanitaires. Ces services devront être maintenus pour que l'UNRWA puisse s'acquitter de son mandat conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. À ce propos, il y a lieu de rappeler que la Ligue des États arabes, dans sa résolution 5584 en date du 15 septembre 1996, a rejeté toute tentative de réduire ou de suspendre les services fournis par l'UNRWA dans l'un quelconque de ses domaines d'activité, y compris les programmes d'aide alimentaire. La Ligue des États arabes a fait valoir en outre que le déficit budgétaire de l'UNRWA ne devait pas être invoqué comme excuse pour imposer aux réfugiés des charges financières de quelque nature que ce soit au titre des services fournis.

2. Cinq années se sont écoulées depuis que les accords de Madrid ont lancé le processus de paix, mais Israël continue de prendre des mesures qui violent les droits les plus élémentaires et légitimes du peuple palestinien dans les territoires occupés. En dépit des accords intervenus entre Israël et l'Autorité palestinienne dans le cadre de ce processus de paix, la situation économique et sociale des réfugiés palestiniens ne s'est pas améliorée et, à certains égards, a même empiré. Israël continue d'appliquer sa politique traditionnelle d'arrestations arbitraires, de bouclage de secteurs tout entiers, de couvre-feu, etc., qui est incompatible avec les normes et les pratiques du droit international. La situation qui prévaut dans les territoires occupés est une preuve irréfutable du fait qu'Israël n'a pas véritablement essayé de créer un climat favorable à la détente ni d'adopter des mesures de raffermissement de la confiance. Les accords d'Oslo et de Taba n'ont pas été pleinement appliqués non plus. De ce fait, l'UNRWA n'est pas à même de s'acquitter de ses tâches dans les territoires occupés, ce qui, à son tour, prolongera la difficile situation dans laquelle vivent les réfugiés.

3. Le Koweït applique pleinement la position adoptée par les États arabes en ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, tel que formulé lors de la réunion au sommet tenue au Caire en juin 1996. Lors de cette réunion, des États arabes ont réitéré leur volonté irrévocable d'appuyer le processus de paix afin de parvenir à une paix juste, globale et durable dans la région, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, et sur la base du principe de l'échange de territoires contre la paix, du retrait d'Israël de tous les territoires occupés et du respect du droit de retour des réfugiés palestiniens, conformément aux dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Depuis qu'a été signée la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, en septembre 1993, le Koweït a fourni une assistance économique sous différentes formes au peuple palestinien, pour une valeur totale de plus de 25 millions de dollars. En outre, le Koweït continue de verser chaque année une contribution

/...

de 1,5 million de dollars au budget de l'UNRWA et continuera de lui fournir un appui financier.

4. M. BIN AGAM (Malaisie) félicite l'UNRWA de l'oeuvre qu'il accomplit et fait observer que depuis sa création, il y a près de 47 ans, l'Office a donné espoir et fourni de précieux services aux 3,3 millions de réfugiés palestiniens qui se trouvent sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza ainsi qu'en Jordanie et en République arabe syrienne. Son Programme d'application de la paix, lancé en 1993, a permis de développer l'infrastructure de base, de créer des emplois et, d'une manière générale, d'améliorer la situation socio-économique des réfugiés.

5. La Malaisie considère que le transfert du siège de l'UNRWA de Vienne à la bande de Gaza est une mesure à la fois positive et opportune grâce à laquelle les activités de l'Office pourront être mieux harmonisées avec celles de l'Autorité palestinienne de sorte qu'à l'avenir, lorsque cela sera à la fois approprié et possible, ces activités soient transférées définitivement à l'Autorité palestinienne. Il faut espérer que les relations de travail ainsi établies entre l'UNRWA et l'Autorité palestinienne continueront d'être renforcées et pourront être institutionnalisées. Néanmoins, la Malaisie est préoccupée par les obstacles que les autorités israéliennes ont imposés au déplacement des fonctionnaires palestiniens de l'UNRWA, ce qui a eu des répercussions défavorables sur l'accomplissement de leurs fonctions, comme le signale dans son rapport le Commissaire général de l'Office. La Malaisie regrette que les autorités israéliennes, alléguant des raisons de sécurité, aient fermé l'accès à la rive occidentale et à la bande de Gaza à 11 occasions au cours de l'année écoulée. De telles mesures compromettent l'activité économique de ces régions, aggravent le chômage et se traduisent par une dégradation de la situation socio-économique des habitants.

6. La Malaisie partage la préoccupation exprimée par le Commissaire général de l'Office au sujet de la situation financière de l'UNRWA vu que, si des mesures ne sont pas adoptées d'urgence, l'Office risque de se voir obligé de reconnaître sa situation d'insolvabilité ou de suspendre complètement certains programmes fondamentaux. Aucune de ces options ne servirait les intérêts du peuple palestinien et du processus de paix. La Malaisie espère que la communauté internationale redoublera d'efforts et accroîtra ses contributions au budget de l'Office. Pour sa part, elle continuera de verser des contributions à l'Office dans les limites de ses possibilités.

7. À l'époque, la Malaisie s'est félicitée de l'accord intervenu entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine signé à Washington le 28 septembre 1996, qui représentait un pas important vers une solution juste et durable du problème palestinien. À ce stade, il est décourageant de constater que, depuis l'élection d'un nouveau gouvernement en Israël, le processus de paix a commencé à suivre un cap différent. Les autorités israéliennes nouvellement élues se refusent à honorer les accords intervenus entre le gouvernement précédent et l'Autorité palestinienne, et la décision du Premier Ministre Nétanyahou d'exclure toute possibilité de compromis en ce qui concerne Jérusalem ou un État palestinien, le retard intervenu dans le retrait des soldats israéliens d'Hébron et l'inobservation du principe de l'échange de territoires contre la paix compromettent le processus de paix. La décision du Gouvernement

/...

israélien d'autoriser l'agrandissement des colonies, l'appropriation de terres palestiniennes et l'ouverture d'un tunnel dans le voisinage immédiat de la mosquée Al'Aqsa sont aussi des mesures qui vont à l'encontre de ce processus. La Malaisie demande instamment au Gouvernement israélien d'honorer tous les accords conclus avec l'Autorité palestinienne et de s'abstenir de créer sur le terrain des situations nouvelles qui portent atteinte au processus de paix ainsi que d'imposer de nouvelles conditions à la reprise des négociations.

8. M. SANTAPUTRA (Thaïlande) fait observer que le processus de paix au Moyen-Orient a beaucoup progressé depuis qu'a été élaborée la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, le 3 septembre 1993. Après 26 années d'affrontements, il a été mis en route un processus de négociation solidement orienté vers la recherche d'une solution permanente du conflit. La première étape des négociations a débouché sur l'établissement, en mai 1994, d'un Gouvernement palestinien autonome dans la bande de Gaza et à Jéricho. En septembre 1995 s'est achevée la deuxième étape avec la signature de l'Accord provisoire sur la rive occidentale et la bande de Gaza, appelé Accord de Taba. Cependant, l'étape finale et la plus importante qui s'est ouverte en mai 1996 et qui devait comprendre les négociations sur le statut permanent de Jérusalem, la situation des réfugiés arabes, les établissements israéliens et les accords en matière de sécurité, n'a pas encore pu être menée à son terme.

9. Différents contretemps ont ralenti les progrès du processus de paix, mais toutes les parties intéressées se montrent résolues à surmonter les obstacles qui s'élèvent sur leur route. La réunion au sommet qui a eu lieu récemment à Washington, ainsi que les négociations qui ont eu lieu à Herez et dans d'autres localités du Moyen-Orient visaient à donner un élan nouveau au processus de paix. La Thaïlande est convaincue que ce n'est que par des moyens pacifiques que l'on pourra trouver une solution durable, en appliquant pleinement les résolutions pertinentes des Nations Unies et en particulier les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Toutes les parties doivent honorer les engagements contractés dans la Déclaration de principes de 1993.

10. Depuis le début du conflit, des dizaines de milliers de Palestiniens ont été privés de foyers, ont été déplacés de leurs lieux de résidence et ont dû chercher refuge dans différents endroits, dont les territoires occupés de la rive occidentale et de la bande de Gaza ainsi que dans des pays comme la Jordanie, le Liban, la Syrie, le Soudan, la Jamahiriya arabe libyenne et la Tunisie. La situation difficile dans laquelle vivent ces réfugiés et la nécessité impérieuse de les aider ont débouché, en 1949, sur la création de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Depuis lors, l'Office a accompli une oeuvre extrêmement louable. Grâce aux contributions volontaires qui lui ont été versées, l'Office a fourni des services de santé, d'éducation, de secours humanitaires et autres aux réfugiés palestiniens. Les années passant, les tâches de l'Office ont gagné en complexité et en difficulté. Toutefois, même les choses étant ce qu'elles sont actuellement, l'UNRWA se heurtant à des difficultés particulières du fait des contraintes budgétaires auxquelles il est soumis et de la fermeture à plusieurs occasions de l'accès à la rive occidentale et à la bande de Gaza par les autorités israéliennes, l'Office n'a pas cessé de prêter assistance aux réfugiés, comme il est indiqué dans le rapport que le Commissaire général de

/...

l'Office a présenté à la Quatrième Commission. Dans sa résolution 50/28 A, l'Assemblée générale a prolongé le mandat de l'Office jusqu'au 30 juin 1999. Il faut que les États Membres lui fournissent les ressources financières dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de sa tâche. La Thaïlande, qui pendant plus de 20 ans a dû accueillir et secourir des centaines de milliers de réfugiés et personnes déplacées venus de ses frontières orientale et occidentale, comprend fort bien la tâche formidable et complexe à laquelle l'UNRWA est confronté. Depuis 1960, la Thaïlande n'a pas cessé de contribuer au budget de l'Office et elle espère que le processus de négociation aboutira très rapidement à une paix juste et durable dans la région.

11. M. DOUDECH (Tunisie) condamne la décision du Gouvernement israélien de ne pas honorer intégralement les accords intervenus avec les représentants du peuple palestinien dans le cadre du processus de paix et dit que cette attitude des autorités israéliennes a eu de profondes répercussions sur la capacité de l'UNRWA de mener à bien ses opérations et de s'acquitter de son mandat. Du fait de la politique israélienne, les problèmes des réfugiés palestiniens sont chaque jour plus complexes et plus pressants. Simultanément, les difficultés auxquelles se heurte l'Office par suite de cette politique sont toujours plus grandes, en particulier sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza. Si l'on veut que l'Office puisse mener à bien ses activités et fournir des services aux réfugiés, il faut qu'il existe un climat propice de nature à garantir une sécurité élémentaire. C'est aux autorités israéliennes qu'incombe la responsabilité de créer et d'entretenir ce climat. Si l'on veut que la situation des réfugiés puisse s'améliorer, le nouveau Gouvernement israélien, comme geste de bonne volonté, doit adopter des mesures concrètes pour démontrer qu'il est disposé à appliquer les accords de paix. Si de telles mesures ne sont pas adoptées dès que possible, il est probable que la situation s'aggraverait et que l'on aura laissé échapper une possibilité exceptionnelle d'instaurer la paix. L'Office mène une action décisive pour améliorer la situation des réfugiés et, si celle-ci s'améliore, il est indubitable que les réfugiés appuieront plus solidement le processus de paix.

12. Il importe de souligner que, pendant l'année écoulée et en dépit des circonstances extrêmement difficiles dans lesquelles il a dû mener à bien ses activités, et en particulier en dépit de la pénurie de ressources, l'Office a continué de déployer des efforts considérables pour satisfaire les besoins essentiels des réfugiés. Cette oeuvre extraordinaire mérite la reconnaissance et l'appui de tous. Simultanément, le nombre de réfugiés continue de croître. Le déficit budgétaire de l'Office s'est aggravé ces dernières années, ce qui risque d'avoir de sérieuses répercussions sur l'exécution de différents projets, surtout dans les domaines des soins de santé et de l'éducation. Il faut que la communauté internationale fasse tout ce qui est en son pouvoir pour aider l'Office à surmonter dès que possible ses immenses difficultés économiques. À ce propos, il y a lieu de relever les efforts déployés pendant l'année en cours par le Secrétaire général de l'ONU, qui a organisé plusieurs réunions avec des pays donateurs afin de mobiliser leur appui et de remédier à la difficile situation de l'UNRWA. Enfin, la Tunisie réitère son appui au processus de paix au Moyen-Orient et réaffirme qu'elle est disposée à participer à toutes les activités et réunions multilatérales qui pourront être organisées à cette fin.

/...

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/51/23 (Quatrième partie), chapitre VII, paragraphe 16)

13. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 16 du chapitre VII du document A/51/23 (Quatrième partie).

Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahreïn, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Egypte, Équateur, Fidji, Ghana, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Oman, Palaos, Philippines, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Singapour, Soudan, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Papouasie-Nouvelle-Guinée.

S'abstiennent : Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Bélarus, Bulgarie, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Islande, Îles Marshall, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République tchèque, République de Moldova, Roumanie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

14. Par 62 voix contre 2 et 39 abstentions, le projet de résolution est adopté.\*

---

\* Les délégations de l'Algérie, du Burkina Faso, de la Colombie, des Émirats arabes unis, de l'Érythrée, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Pérou, de Sainte-Lucie, de la Sierra Leone et de la Zambie ont fait savoir ultérieurement qu'elles avaient l'intention de voter pour le projet de résolution ; les délégations de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et de la Slovaquie ont fait savoir ultérieurement qu'elles avaient l'intention de s'abstenir.

15. M. HOLOHAN (Irlande), expliquant le vote des États Membres de l'Union européenne, déclare que ceux-ci appuient l'oeuvre menée par les institutions spécialisées dans les domaines humanitaire, technique et éducatif dans les territoires non autonomes. Ils estiment néanmoins qu'il importe de respecter rigoureusement les statuts des institutions et c'est pourquoi ils se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution concernant cette question.

16. Se référant au point 89 de l'ordre du jour, M. Holohan explique que les États membres de l'Union européenne ont voté contre le projet de résolution relatif aux intérêts économiques étrangers présenté au titre de ce point car ils considèrent que le texte aurait été mieux équilibré si les amendements que l'Union européenne avait proposés avaient été acceptés. En dépit des consultations qui ont été menées dès une date très précoce avec le Comité spécial de la décolonisation, la version définitive du projet de résolution n'était toujours pas satisfaisante. L'Union européenne demande une fois de plus au Comité spécial de la décolonisation de prendre davantage en considération ses observations lorsqu'il établira le projet de résolution de l'année suivante.

17. Pour ce qui est du projet de décision relatif aux activités militaires présenté à propos du point 19 de l'ordre du jour, l'Union européenne tient à réaffirmer les objections que lui inspire cette proposition. Comme elle l'a fait observer à maintes occasions, la question visée par le projet de décision n'est pas au nombre des points que l'Assemblée générale a alloués à la Quatrième Commission. Les États membres de l'Union européenne se sont par conséquent vus contraints de voter contre le projet de résolution.

18. Le PRÉSIDENT fait savoir que la Commission a ainsi achevé son examen du point 90 de l'ordre du jour.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite) (A/C.4/51/L.11 ; A/51/23 (Quatrième partie), chapitre X, paragraphe 17)

Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïman, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, des Samoa américaines, de Sainte-Hélène et de Tokelaou

19. Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner le document A/C.4/51/L.11, qui contient les amendements proposés par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au projet de décision figurant au paragraphe 17 du chapitre X du rapport du Comité spécial. La présidence de la Commission, avec l'aide du Bureau, a organisé des consultations officielles entre les auteurs des amendements et le Comité spécial pour essayer de trouver une solution de compromis au sujet des amendements proposés. Il n'a pas été possible d'aplanir toutes les divergences de vues mais les deux parties ont fait preuve de souplesse et d'un esprit de coopération et un accord est intervenu sur 7 des 25 amendements proposés. Les auteurs des amendements, pour leur part, en ont retiré deux.

20. M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) remercie le Président de son efficace collaboration au processus de consultation qui a permis de faire accepter certains des amendements proposés. Il serait bon de

/...

poursuivre les négociations pour trouver un compromis sur d'autres questions. Le Royaume-Uni soumet par conséquent à l'examen de la Commission un projet de décision tendant à remettre l'examen de la question pour donner aux Puissances administrantes et au Comité spécial le temps de parvenir à un accord sur cette question. Le texte du projet de décision est le suivant : "L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), décide de remettre à mars 1997 l'examen des questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïman, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Pitcairn, des Samoa américaines et de Sainte-Hélène". La question de Tokelaou a été omise vu que la Commission a approuvé par consensus un projet de résolution à ce sujet.

21. M. JONAH (Sierra Leone) appuie le projet de décision proposé par le représentant du Royaume-Uni.

22. M. MARRERO (États-Unis) fait valoir que son pays et le Royaume-Uni, Puissances administrantes des territoires non autonomes visés dans le projet de résolution présenté par le Comité spécial des 24, ont manifesté depuis bien des années déjà la préoccupation sérieuse que leur causent les travaux du Comité spécial. En 1971, les États-Unis et le Royaume-Uni ont cessé d'être membres du Comité spécial, considérant que les efforts qu'ils déployaient dans son sein étaient vains. En 1992, constatant que les pratiques et la politique du Comité spécial n'avaient pas changé, les deux Puissances administrantes ont décidé de participer à ses débats. Depuis lors, année après année, les Puissances administrantes ont remis en question le rapport du Comité spécial et ont essayé de le modifier. Certains progrès mineurs ont certes été accomplis, mais les divergences de vues fondamentales subsistent. Cette situation n'est pas de nature à servir les objectifs de l'Organisation ni ceux de ses membres, des territoires ou de leurs habitants. En fait, elle découle en grande partie des positions idéologiques et des affrontements qui ont caractérisé la période de la guerre froide.

23. La délégation des États-Unis n'est pas satisfaite de cet état de choses. Elle croit savoir que nombre des membres de la Commission sont du même avis et que les membres du Comité spécial des 24 souhaitent eux aussi mettre fin à l'impasse actuelle. C'est pourquoi elle se félicite de ce qu'en 1996, le Président de la Quatrième Commission ait essayé pour la première fois de rapprocher les parties afin de mettre en route un dialogue sur les questions qui restent en suspens. Ces résultats ont permis de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et certains problèmes ont été résolus. Le Comité a apporté à son rapport certaines des modifications proposées par les États-Unis et le Royaume-Uni ; les Puissances administrantes, pour leur part, n'ont pas insisté sur certains des amendements qu'elles avaient proposés et ont accepté le texte suggéré par le Comité. L'élément le plus important, cependant, est que ce processus a suscité une bonne volonté et une plus grande confiance de part et d'autre.

24. Lors de la dernière réunion officieuse que les Puissances administrantes ont eue avec le Comité spécial, la délégation des États-Unis a recommandé que la Quatrième Commission ne prenne aucune décision sur cette question en 1996 pour que l'on puisse régler de manière satisfaisante les divergences de vues qui

/...



subsistent et pour que l'on puisse présenter à la Commission une solution plus satisfaisante fondée sur des engagements plus solides et sur une attitude de collaboration plus étroite de la part des Puissances administrantes. Un grand nombre de membres du Comité spécial, peut-être la majorité, ne souhaitent pas que l'oeuvre mise en route par le Président soit soudainement interrompue par un vote à la session en cours. La délégation des États-Unis est disposée à continuer de négocier et est certaine que les négociations pourraient être couronnées de succès l'année suivante. Elle engage donc instamment la Commission à ne pas fermer la porte à la possibilité de trouver une solution à long terme.

25. M. SAMANA (Papouasie-Nouvelle-Guinée), parlant en sa qualité de Président par intérim du Comité, est opposé à la proposition du Royaume-Uni car celle-ci n'a pas fait l'objet d'un consensus au sein du Comité spécial. Pendant la session que le Comité spécial a tenue en juin 1996, le Président a eu des entretiens avec les représentants permanents du Royaume-Uni, des États-Unis, de la France et le représentant adjoint des États-Unis et leur a fait savoir qu'il était disposé à tenir à tout moment des consultations sur toutes questions liées à la décolonisation. Comme chacun sait, les Puissances administrantes, à l'exception de la Nouvelle-Zélande, continuent de ne faire aucun cas des travaux du Comité spécial et se refusent à participer officiellement à ses réunions.

26. Près de cinq mois après que le Comité spécial a rédigé les projets de résolution dont la Quatrième Commission est actuellement saisie, les États-Unis et le Royaume-Uni ont présenté 25 amendements et insistent pour que le Comité spécial les accepte tous vu que, dans le cas contraire, ils demanderont à ce que chacun des amendements présentés soit mis aux voix au sein de la Commission. Cette opposition soulève de sérieuses questions touchant la procédure à suivre pour l'examen d'une question aussi fondamentale que la décolonisation. M. Samana se demande comment l'on peut s'attendre que le Comité spécial retire les projets de résolution qu'il a lui-même rédigés et accepte des amendements qui, de par leur nature même, privent d'effet les importants accords intervenus, spécialement pour ce qui est de la protection des droits et des aspirations des territoires non autonomes que la communauté internationale a l'obligation à la fois morale et juridique de protéger. L'ajournement d'une décision peut avoir de graves conséquences pour les intérêts des peuples des territoires non autonomes.

27. Par ailleurs, certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui sont également Puissances administrantes, ont mis en doute l'oeuvre du Comité lors d'une récente séance de la Cinquième Commission dans le contexte des rapports du Bureau des services de contrôle interne sur la validité des séminaires organisés par l'ONU, et spécialement par le Comité spécial des 24. Il en est allé de même à la Sixième Commission. Cela étant et en sa qualité de Président par intérim du Comité spécial, M. Samana exprime sa sérieuse préoccupation devant le fait que certaines Puissances administrantes, en même temps qu'elles demandent au Comité de coopérer, font tout ce qui est en leur pouvoir pour saper son oeuvre.

28. M. Samana appelle l'attention de la Commission sur la nécessité de protéger le droit des peuples des territoires non autonomes et de sauvegarder la continuité du mandat du Comité des 24 et de l'Organisation des Nations Unies

/...

dans son ensemble : l'ajournement d'une décision sur la question ne ferait que confirmer les doutes émis au sujet de certains domaines d'activité des Nations Unies au sein d'autres instances de l'Organisation et saper le mandat qui a été conféré au Comité conformément à la Charte des Nations Unies. Les projets de décision dont la Commission est saisie, avec les amendements acceptés par le Comité spécial des 24, ont fait l'objet d'un consensus du Comité spécial dans son ensemble, mais tel n'est pas le cas des autres mesures proposées.

29. M. LARRAIN (Chili) déclare que le Chili appuie le projet de décision présenté par le Royaume-Uni, considérant que le processus de consultations officielles entrepris par le Comité spécial des 24 avec les Puissances administrantes est bénéfique. Le délai fixé pour la durée des consultations est adéquat et engage les parties à ne négliger aucun effort pour trouver des solutions et un terrain d'entente. Lors de ses réunions de 1997, le Sous-Comité des petits territoires et le Comité spécial auront une idée plus claire de la situation à ce sujet. Le Chili fait appel à toutes les délégations pour qu'elles appuient le projet de décision.

30. M. CHTCHERBAK (Fédération de Russie) déclare que son pays, comme d'autres membres du Comité spécial, appuie la proposition du Royaume-Uni, qui permettra d'organiser avec les Puissances administrantes de nouvelles consultations en vue de modifier le projet de décision proposé par le Comité spécial, qui est loin d'être parfait. Cette procédure est de nature à sauvegarder pleinement les intérêts fondamentaux des territoires non autonomes, et le Comité spécial pourra ainsi mieux s'acquitter de son mandat. L'ajournement proposé n'affecte aucunement les travaux du Comité spécial.

31. Mlle VARGAS (Colombie) remercie le Président des efforts qu'il a déployés pour parvenir à un consensus et reconnaît que les parties ont fait preuve d'un esprit de coopération et de souplesse en dépit duquel il n'a pas été possible de parvenir à un accord. La lutte pour la décolonisation a été l'un des objectifs fondamentaux du Mouvement des pays non alignés depuis sa fondation et a marqué l'action et la démarche du Mouvement jusqu'à présent, vu que nombre de ses membres actuels le sont depuis leur accession à l'indépendance. L'un des grands changements qui se sont produits au sein de l'Organisation des Nations Unies est l'augmentation du nombre de ses membres rendue possible par le processus de décolonisation, mais cela ne signifie pas que ce processus soit achevé.

32. Lors de la Réunion au sommet de Cartagena, tenue en octobre 1995, les chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés ont insisté sur le droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, quels que soient la superficie, la localisation géographique, les effectifs de la population ou le caractère limité des ressources naturelles du territoire ; ont réaffirmé leur engagement d'accélérer l'élimination complète du colonialisme ; et ont appuyé l'application efficace du Plan d'action de la Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme. Il importe que le principe d'autodétermination soit appliqué dans les territoires non autonomes conformément au Plan d'action ainsi qu'aux résolutions de l'Assemblée générale et à la Charte des Nations Unies. De même, les ministres des affaires étrangères, lors de leur réunion de septembre à New York, ont réaffirmé, comme les objectifs de la

/...

décolonisation n'ont pas encore été partout atteints, l'appel lancé à la communauté internationale pour que celle-ci défende et protège les intérêts des peuples des territoires non autonomes dans leur processus d'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Les ministres des affaires étrangères ont également demandé instamment qu'il soit mis en place un mécanisme de coordination efficace entre les Puissances administrantes et les organismes des Nations Unies afin de faciliter la fourniture d'une aide au développement des peuples et des territoires non autonomes et ils ont demandé que des mesures concrètes soient adoptées en vue de mettre en oeuvre le Plan d'action et de réaliser ainsi l'objectif qu'est l'élimination du colonialisme d'ici à la fin du siècle. Pour les raisons exposées, et parce qu'elles partagent l'avis exprimé par le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Colombie est opposée aux amendements proposés par les États-Unis et par le Royaume-Uni.

33. M. NÚÑEZ-MOSQUERA (Cuba) déclare que l'avenir de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation risque fort de se décider à la session en cours de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission). Les peuples des territoires non autonomes et l'opinion publique mondiale attendent le résultat du vote qui doit avoir lieu. Les informations communiquées par le Président reflètent fidèlement l'évolution des événements. Lors des négociations qui se sont tenues récemment, le Comité spécial des 24 a accepté plusieurs des amendements proposés par les Puissances administrantes, mais celles-ci ont ensuite demandé davantage. Elles ont demandé que le projet de décision relatif aux petits territoires recommandé par le Comité spécial de la décolonisation ne soit pas mis aux voix.

34. Dans son rapport, le Président a omis de dire que lors de la première réunion du Comité spécial et des Puissances administrantes qu'il a convoquée, les délégations des États-Unis et du Royaume-Uni ont précisé qu'il s'agissait d'une réunion officieuse, pour la simple raison qu'ils ne reconnaissent pas le Comité spécial et ne souhaitent pas coopérer avec lui. Si l'approbation du rapport du Comité spécial est ajournée, les travaux du Sous-Comité des petits territoires qui doit se réunir en février 1997 s'en trouveront affectés, et la proposition à l'examen vise précisément à faire obstacle à ces travaux. Si l'adoption du projet de décision est ajournée, cela réduira la force de la proposition du Mouvement des pays non alignés tendant à ce que le plan à moyen terme pour la période 1998-2001 comprenne à nouveau un programme relatif à la décolonisation. L'on ne peut pas croire que les Puissances administrantes souhaitent véritablement coopérer avec le Comité spécial si l'on considère que plusieurs représentants ont récemment déclaré devant la cinquième Commission que le Comité spécial de la décolonisation est dépassé et que les Puissances administrantes elles-mêmes refusent d'approuver l'ouverture des crédits nécessaires aux activités du Comité.

35. Tous les ans, la Quatrième Commission entend un grand nombre de pétitionnaires des territoires non autonomes qui demandent instamment qu'on ne les abandonne pas, que la Commission refuse de céder aux pressions et que l'oeuvre de décolonisation entreprise par les Nations Unies soit menée à bien. Tandis que les dirigeants des pays membres du Mouvement des pays non alignés manifestent leur volonté d'accélérer le processus de décolonisation et de parvenir à éliminer totalement le colonialisme d'ici à l'an 2000 et réaffirment

/...

leur appui à l'octroi des peuples à l'autodétermination, les Puissances administrantes proposent d'ajourner le processus de décolonisation et d'éliminer du projet de décision rédigé par le Comité spécial le paragraphe qui mentionne l'autodétermination et les paragraphes relatifs à l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

36. Il est inconcevable qu'après la guerre froide, il y ait des pays qui se refusent à reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples de 17 territoires non autonomes. Certaines délégations font valoir qu'il serait opportun d'ajourner l'examen de la question pour que les Puissances administrantes puissent coopérer avec le Comité spécial, mais ces pays n'ont appuyé aucune des résolutions présentées sur la question, de sorte qu'il est difficile de croire qu'ils souhaitent réellement coopérer. Cuba, conformément à la position adoptée par le Comité spécial de la décolonisation et le Mouvement des pays non alignés votera contre la proposition tendant à l'ajournement de la décision.

37. M. SAMADI (République islamique d'Iran) dit qu'en sa qualité de membre du Comité spécial de la décolonisation, il appuie la déclaration faite par le Président par intérim du Comité. Les Puissances administrantes proposent d'ajourner l'examen de la question des petits territoires, mais ne donnent aux membres du Comité aucune garantie qu'ils coopéreront avec ce dernier à sa prochaine session. M. Samadi ne croit pas que cela soit dans l'intérêt des peuples et des territoires non autonomes, et il votera par conséquent contre la proposition.

38. M. ROJAS (Venezuela) dit que, comme la Sierra Leone, le Chili et la Fédération de Russie, son pays souhaite ménager grâce à un dialogue la possibilité de parvenir à un consensus sur la question. Il considère que le délai de quatre mois demandé à cette fin par le Royaume-Uni est raisonnable, et il appuie par conséquent la proposition.

39. M. DUMITRIU (Roumanie), parlant également au nom de la République de Moldova, considère que la réalisation d'un consensus serait pour le Comité une réalisation véritablement louable et que, confiant dans le pouvoir du dialogue, dans la négociation et dans la patience, il votera pour la proposition d'ajournement de l'examen de la question.

40. M. AL-ATTAR (République arabe syrienne) dit que le Comité spécial a essayé de coopérer avec les Puissances administrantes et a accepté de nombreux amendements mais que, si l'examen de cette question est ajourné, l'on ne pourra pas atteindre le but visé, à savoir l'élimination du colonialisme d'ici à la fin du siècle. Il votera par conséquent contre le projet de décision.

41. M. HOLOHAN (Irlande), parlant au nom de l'Union européenne, est pour l'ajournement de l'examen de la question jusqu'en mars 1997. Il y a eu trop de votes, de divergences de vues et de récriminations au sein de la Commission et les problèmes de décolonisation ne pourront jamais être réglés au moyen d'affrontements. Il faut tirer parti des efforts réalisés et conserver la possibilité pour les parties intéressées de parvenir à un accord au moyen de négociations.

/...

42. M. HE YAFEI (Chine) est tout à fait d'accord avec la déclaration du Président par intérim du Comité des 24 et celles des représentants de la Colombie, de Cuba, de l'Iran et d'autres pays. Il est contre l'ajournement de la question, car cela irait à l'encontre des intérêts et de la volonté des peuples des territoires non autonomes et paralyserait les travaux du Comité spécial. La Chine appuie certes le processus de consultations, mais ne peut pas admettre que celles-ci soient invoquées comme prétexte pour faire obstacle aux travaux du Comité spécial.

43. M. LEGOWO (Indonésie) appuie la déclaration du Président par intérim du Comité spécial de la décolonisation. Il souhaite bien entendu que les consultations se poursuivent avec les Puissances administrantes, mais est contre la proposition tendant à ajourner toute décision sur la question car cela ne serait pas favorable aux intérêts des peuples des territoires non autonomes.

44. M. AKBARUDDIN (Inde) est contre l'ajournement du vote sur le projet de décision soumis à l'examen de la Commission. L'enjeu est en effet la défense du droit à l'autodétermination des peuples des territoires non autonomes et le respect de la volonté manifestée par l'Assemblée générale, laquelle, l'année précédente, a voté contre tous les amendements proposés. L'Inde est favorable aux consultations, mais pas au prix d'un ajournement de l'examen de la question de la décolonisation. Il est évident que les Puissances administrantes ont recours à des mesures de procédure pour éluder des questions de fond. Les milieux mêmes qui soulignent la nécessité de faire preuve d'efficacité et de réduire les dépenses proposent des mesures qui auraient pour effet de prolonger le processus de décision et qui exigeraient de nouvelles réunions de la Quatrième Commission. L'Inde, comme les autres membres du Mouvement des pays non alignés, rejette ces mesures dilatoires et engage instamment toutes les délégations à voter contre la proposition d'ajournement.

45. M. JONAH (Sierra Leone) rappelle que son pays a pris une part active aux travaux du Comité spécial depuis sa création et ne peut accepter aucune tentative de saboter ses travaux. Cependant, ce n'est pas comme cela qu'il convient d'interpréter la demande d'ajournement. La Sierra Leone est aussi un membre fidèle du Mouvement des pays non alignés mais ne partage pas l'opinion exprimée par certains autres membres, selon laquelle soulever une question de procédure est un effort de saper le principe fondamental de la décolonisation.

46. M. WERNO HOLTER (Norvège) dit que, tout en appuyant les objectifs et les principes reflétés dans le projet de décision, considère qu'il est clair qu'il est de l'intérêt de tous de parvenir à un consensus sur cette importante question. Il serait peut-être possible de dégager un tel consensus pendant la session en cours si l'on entame de nouvelles consultations. La Norvège appuie par conséquent la proposition d'ajournement du vote.

47. M. HANIF (Pakistan) ne peut pas appuyer la proposition tendant à ajourner l'examen du projet de décision. Le consensus est un objectif louable qui ne peut être atteint que pas à pas. Le Comité spécial devrait confirmer les accords intervenus jusqu'à présent et réaffirmer qu'il est disposé à poursuivre les négociations sur les autres aspects de la question.

/...

48. Après un débat de procédure, auquel prennent part M. MARRERO (États-Unis d'Amérique), M. SAMANA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), le PRÉSIDENT explique que le représentant du Royaume-Uni peut reformuler sa proposition comme une motion d'ajournement des débats conformément à l'article 116 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

49. M. ARKWRIGHT (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) présente oralement une motion tendant à ajourner l'examen de la question jusqu'en mars 1997.

50. M. JONAH (Sierra Leone) et M. MARRERO (États-Unis d'Amérique) appuient la motion d'ajournement du débat présentée par le Royaume-Uni. M. NÚÑEZ-MOSQUERA (Cuba) et M. HE YAFEI (Chine) font des déclarations se prononçant contre ladite motion.

51. Il est procédé à un vote enregistré sur la motion du Royaume-Uni.

- Votent pour : Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Danemark, Equateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Norvège, Pays-Bas, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Sierra Leone, Suède, Togo, Turquie, Ukraine, Venezuela.
- Votent contre : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cap-Vert, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Grenade, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Lesotho, Liban, Malaisie, Mozambique, Nigéria, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sainte-Lucie, Singapour, Soudan, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.
- S'abstiennent : Argentine, Azerbaïdjan, Bolivie, Brésil, Burundi, Cambodge, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Fidji, Guatemala, Îles Marshall, Jordanie, Kazakstan, Malte, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, République de Corée, Tunisie, Uruguay.

52. Par 52 voix contre 46 avec 22 abstentions, la Commission décide d'ajourner l'examen de la question des territoires non autonomes, à l'exception de Tokelaou, jusqu'en mars 1997.

53. Mme KHAN-CUMMINGS (Trinité-et-Tobago), en sa qualité de membre du Comité spécial et de Présidente en exercice du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, a voté dans le sens des arguments exposés par le Président par intérim du Comité spécial, à savoir que l'examen du projet de décision présenté par ce dernier ne devrait pas être ajourné. Elle est déçue que l'affaire n'ait pas été réglée au sein du Comité spécial lui-même mais qu'il ait fallu la soumettre à la Quatrième Commission. En revanche, elle est encouragée par le fait que des consultations officielles aient été entamées avec les Puissances administrantes. Il faut que les membres de la Commission continuent d'oeuvrer en faveur du droit des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination et entretenir l'élan acquis car le progrès social et politique de ces peuples ne pourra être assuré qu'avec la participation active de tous les intéressés.

54. M. BUNE (Fidji) regrette qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un plus large compromis entre les parties pour que le projet de décision puisse être adopté par consensus. Les consultations officielles ouvertes après une longue attente ont été une occasion que l'on a laissé échapper. Elles sont devenues un dialogue de sourds, vu que les puissances administrantes n'ont guère fait preuve de volonté politique ni de réel désir de parvenir à un accord sur certaines questions fondamentales et que, pour leur part, certains membres du Comité spécial se sont refusés à céder et se sont obstinés à maintenir le statu quo.

55. Les peuples des territoires non autonomes subissent les conséquences de l'affrontement entre le Comité spécial et les Puissances administrantes. La situation exige que l'on laisse de côté les débats stériles et que l'attention soit centrée sur l'avenir des territoires non autonomes. Fidji lance un appel solennel aux Puissances administrantes pour qu'elles retournent au Comité spécial, participent pleinement à ses délibérations et collaborent avec lui. L'on ne pourra pas sortir de l'impasse si les deux parties veulent obtenir gain de cause sans faire aucune concession. Il ne faut pas oublier que les peuples des territoires non autonomes sont en définitive l'objet primordial des débats, des délibérations et des consultations. C'est pour ces raisons que Fidji s'est abstenue lors du vote sur la motion d'ajournement de la question.

56. M.ÁLVAREZ (Uruguay) explique que l'Uruguay s'est abstenu avec un sentiment d'ambivalence vu qu'il a maintes fois préconisé l'ouverture de consultations entre les Puissances administrantes et le Comité spécial. L'Uruguay considère que les négociations qui devront être menées à bien d'ici à mars 1997 devront porter sur les mesures à prendre pour éliminer le colonialisme avant la fin du siècle, et pas seulement sur le texte d'une éventuelle résolution pouvant être adoptée par consensus. Malgré tout, M. Álvarez espère que cela marquera le début d'un processus de coopération entre les Puissances administrantes et le Comité spécial des 24 sur le fond de la question afin de pouvoir trouver des solutions de nature à satisfaire les aspirations des peuples des territoires non autonomes et des territoires coloniaux.

/...

57. M. MÁRSICO (Argentine), se référant aux votes intervenus au sujet des points 89, 90 et 19 de l'ordre du jour, sait gré au Comité spécial des efforts qu'il a entrepris pour adapter ses travaux et ses positions à la nouvelle situation internationale. Simultanément, il importe d'appliquer intégralement la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et les principes qui y sont énoncés à propos de l'autodétermination et de l'intégrité territoriale des États.

58. Pour ce qui est de la résolution relative aux activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires sous domination coloniale, M. Mársico est contre la condamnation généralisée des activités des intérêts étrangers que contient le texte et fait observer que les investissements étrangers ont des aspects positifs pour le développement économique des territoires.

59. M. NÚÑEZ-MOSQUERA (Cuba) explique qu'il a voté contre la proposition du Royaume-Uni car il est convaincu qu'elle n'est pas dans l'intérêt des populations des territoires non autonomes. Il espère vivement que, lorsque l'Assemblée générale devra confirmer cette recommandation en séance plénière, le résultat du vote sera différent.

60. M. SAMANA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) explique qu'il a voté contre la proposition d'ajournement du débat sur la question car elle ne faisait pas le consensus des membres du Comité spécial. Il est convaincu que cela aura de graves conséquences pour les intérêts des peuples des territoires non autonomes. La décision adoptée constitue une indication de mauvais augure pour ces peuples, qui souhaitent que la Commission défende leurs droits. En sa qualité de Président du Comité spécial des 24, M. Samana réaffirme que celui-ci est favorable au dialogue car l'on a eu la preuve que les négociations peuvent aboutir pour autant que l'on ne cherche pas à nuire aux intérêts des peuples.

61. Le PRÉSIDENT fait savoir que la Commission a ainsi achevé son examen du point 19 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 40.